



## 1000 emplois en Douane ?

**Comme l'ensemble des Français, nous avons été très attentifs aux annonces** et orientations du Président de la République, énoncées devant le Congrès réuni à Versailles.

**Nous prenons acte de celles-ci, qui nous concernent tout particulièrement eu égard à nos missions et à l'octroi de 1000 emplois** supplémentaires. François Hollande y mettait un conditionnel, à savoir le principe des contrôles intracommunautaires. Sur ce point, à l'heure où il est acquis que les auteurs des actes monstrueux de vendredi constituant un réseau opérant entre la France et la Belgique, les contrôles intracommunautaires et à la circulation constituent non seulement une nécessité absolue, mais même une évidence.

Dès lors, les agents des Douanes sont en première ligne, avec toutes les conséquences que cela emporte, au niveau de leurs effectifs et de leurs moyens d'intervention, en tout premier lieu s'agissant de leur protection et de leurs capacités d'action.

Or, nous apprenons que **les premières hypothèses concrètes vident très largement les engagements présidentiels** de leurs substances :

- Tout d'abord, l'administration maintient le cap de son projet stratégique (« facilitation » donc laxisme dans les contrôles, et réduction du maillage), ce qui confine à l'idiotie, en un temps où toutes les ressources doivent être mobilisées.
- D'autre part, les 1000 emplois supplémentaires deviendraient 500 « non-suppressions » (sic) sur deux ans et 250 créations par an sur la même période.

Il ne s'agirait là de rien d'autre qu'un misérable tour de passe-passe, à la fois indécent et indigne tant des événements que des enjeux.

**C'est la parole politique qui est ici en question**, en des temps aussi dramatiques qu'inquiétants.

La population exige une protection et un Etat fort, dont nous faisons partie intégrante.

Pour être franc, le discours de Versailles nous a paru positif dans ses grandes lignes, même si c'est une réponse globale et sociétale qui doit être opposée à ces mouvances. En quelque sorte, et sous réserve de points importants à évoquer, cette allocution a même marqué, toutes proportions gardées le retour du Politique.

Il serait accablant de ravalier tout cela au rang de simple effet d'annonce.

Notre plus cher souhait consiste en ce que le présent communiqué soit manifestement et énergiquement démenti par les faits.

À défaut, eu égard à la gravité du traumatisme, le sentiment qui resterait serait un profond écoeurement et une inquiétude grandissante pour des lendemains incertains.

Paris, le mercredi 18 novembre 2015